

L'ALTERNATIVE AU SYSTEME NEO-LIBERAL MONDIALISE ET MILITARISE L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI ET L'OFFENSIVE HEGEMONIQUE DES ETATS UNIS

Samir AMIN

1. L'alternative : progrès social, démocratisation, interdépendance négociée

Ce dont les peuples ont besoin aujourd'hui comme hier, fut-ce dans des conditions structurelles nouvelles (en relation avec la révolution informatique et génétique et ses effets transformateurs des formes du travail et des relations sociales), ce sont des projets sociétaires (« nationaux et/ou régionaux ») articulés les uns aux autres dans des structures de mondialisation régulées et négociées (assurant une relative complémentarité entre eux), permettant simultanément de avancées parallèles dans trois directions :

a) le progrès social : celui-ci exige que les progrès de l'économie (l'innovation, les progrès de la productivité, l'expansion éventuelle des marchés) soient nécessairement accompagnés de progrès sociaux bénéficiant à tous (par la garantie de l'emploi et de l'intégration sociale, la réduction des inégalités etc.)

b) la démocratisation de la société dans toutes les dimensions de sa réalité, entendue comme un processus sans fin et non comme une « recette » (« blue print ») définie une fois pour toutes (figeant l'évolution dans les formes de la « démocratie » telle que la connaissent les pays de l'Occident contemporain). La démocratisation exige l'extension de l'aire de sa pratique aux champs de la gestion économique et sociale, et non sa restriction au seul champ de la gestion politique de la société

c) l'affirmation du caractère nécessairement autocentré des projets sociétaires de développement économique et social, et, partant, la construction de formes de la mondialisation offrant cette possibilité. Etant entendu que le caractère autocentré incontournable du développement n'exclut ni l'ouverture (à condition que celle-ci demeure maîtrisée) ni donc la participation à la « mondialisation » (« l'interdépendance »). Mais elle conçoit celles-ci comme devant être formulées dans des termes qui permettent la réduction – et non l'accentuation – des inégalités de richesse et de pouvoir entre les nations et les régions.

« L'alternative » - que nous définissons par des avancées dans ces trois directions – exige que celles-ci progressent en parallèle. Les expériences de l'histoire moderne qui se sont fondées sur l'octroi d'une priorité absolue à « l'indépendance nationale » (au service exclusif de laquelle la modernisation était alors conçue), soit accompagnée de progrès social soit en sacrifiant même celui-ci, mais toujours sans démocratisation, ont démontré leur incapacité à aller au-delà de limites historiques atteintes rapidement. En contrepoint complémentaire les projets contemporains de démocratie qui ont accepté de sacrifier le progrès social et l'autonomie dans l'interdépendance mondialisée, ont contribué non à renforcer le potentiel émancipateur de la démocratie mais à l'avilir, voire la décrédibiliser et finalement la délégitimer. Si, comme le prétend le discours dominant néo-libéral, la soumission aux exigences dites du « marché » ne connaît pas d'alternative et si, de surcroît cette soumission produirait par elle même le progrès social (ce qui n'est pas vrai, mais que l'économisme conventionnel prétend démontrer par le moyen d'authentiques supercheres intellectuelles) alors « pourquoi voter » ? Parlements élus et gouvernements responsables deviennent des

éléments décoratifs superflus, « l'alternance » (la succession de têtes différentes pour faire la même chose) étant substituée aux choix alternatifs par lesquels se définit la démocratie. La réaffirmation de la politique et de la culture citoyenne définit la possibilité même d'une alternative nécessaire à la décadence de la démocratie.

Il faudra donc progresser dans les trois dimensions de l'alternative, inséparables les unes des autres. Mieux vaut moins mais mieux ; développer des stratégies d'étapes qui permettent de consolider les avancées, si modestes puissent-elles être ici et là dans l'immédiat, pour aller ensuite plus loin en minimisant les risques d'échecs, de dérapage et de bonds en arrière.

Concrétiser ces stratégies d'étapes exige d'évidence qu'on tienne compte de ce que l'évolution d'ensemble de la science et de la technologie a produit dans le moment présent d'accélération de ses révolutions et cela dans toutes leurs dimensions (richesses nouvelles, forces destructives potentielles portées par ces révolutions, transformations dans l'organisation du travail et les structures sociales, rapports à la centralisation du capital des oligopoles et à la financiarisation de leur gestion etc.). Mais pour le faire on ne saurait s'y « soumettre », dans l'espoir (vain) que les révolutions en question auraient le pouvoir (magique) de résoudre par elles-mêmes les défis du progrès social et de la démocratisation. C'est au contraire en intégrant le « nouveau » dans une dynamique sociétaria maîtrisée qu'on pourra en exploiter avec profit le potentiel émancipateur éventuel.

Si donc les linéaments du (ou des) projet sociétaria esquissés ici sont qualifiés par nous « d'alternative », c'est bien parce que les politiques mises en œuvre par les forces dominantes du système dans le moment actuel s'inscrivent littéralement en contrepoint de ces exigences.

Le projet sociétaria abusivement qualifié de « libéral » (et son expression extrême dite « néolibérale ») est fondé sur le sacrifice du progrès social aux exigences unilatérales de la rentabilité financière (à court terme de surcroît) des segments dominants du capital (le capital transnationalisé des 500 ou 5 000 firmes géantes transnationales). A travers cette soumission unilatérale des travailleurs, des êtres humains, des nations, à la logique exclusive dite du « marché », s'exprime sans doute « l'utopie permanente » du capital (selon laquelle tous les aspects de la vie sociale doivent s'ajuster à l'exigence de la « rentabilité »), une utopie infantile par bien des aspects, sans fondements ni scientifiques ni éthiques. En fait donc à travers cette soumission progrès social et démocratie sont vidés de toute réalité.

Au plan mondial, cette soumission ne peut que reproduire et approfondir les inégalités entre nations et régions, fut-ce bien entendu dans des structures reconstruites en fonction des exigences du capital parvenu à un stade qualitativement nouveau de son développement. Entendant par là que les « monopoles » (dits parfois « avantages comparatifs ») dont bénéficient les oligopoles des centres dominants (la « triade ») ne se réduisent plus à l'exclusivité de l'industrie comme cela était le cas dans un passé désormais révolu, mais dans celle d'autres formes du contrôle économique, social et politique (le contrôle des technologies, renforcé par les législations abusives concernant la propriété industrielle et intellectuelle, celle de l'accès aux ressources naturelles de toute la planète, la capacité d'influencer, voire de moduler, les opinions par les moyens du contrôle de l'information, la centralisation extrême des moyens d'intervention financière, l'exclusivité des armements de destruction massive etc.).

Economie et politique, « marché » et pouvoir d'Etat, y compris militaire, sont aujourd'hui, comme toujours, inséparables, en dépit du discours idéologique dominant qui s'emploie à le

nier. Comment donc, face à cette unité mise en œuvre par les stratégies du capital des oligopoles transnationalisés et des pouvoirs politiques à son service, construire des contre-stratégies des peuples qui, au delà de la «résistance», peuvent faire avancer l'alternative définie ici ? Tel est le véritable défi.

2. Combiner l'expansion des mouvements sociaux et la reconstruction de la politique citoyenne

Il n'existe pas de société figée dans un immobilisme absolu – tout au moins à l'époque moderne. Dans ce sens l'existence de «mouvements sociaux», visibles ou moins, explicitement organisés ou opérant un travail de taupe, cristallisés autour de programmes et d'objectifs formulés en termes idéologiques et politiques ou affichant leur méfiance à l'égard des «grands discours», voire de la «politique politicienne», unifiés dans des ensembles coordonnés ou fragmentés à l'extrême, n'est pas nouvelle.

Ce qui est «nouveau», et caractéristique du moment actuel, c'est précisément et seulement que les «mouvements sociaux» (ou la «société civile») – pour employer les termes mis à la mode – sont fragmentés, méfiants à l'égard de la politique et des formulations idéologiques etc. Cela est à la fois la cause mais surtout le produit de l'érosion des formes des luttes sociales et politiques propres à la période antérieure révolue de l'histoire contemporaine («l'après deuxième guerre mondiale»), et, de ce fait, l'effondrement de leur efficacité et partant de leur crédibilité et légitimité. Cette érosion a donc produit un déséquilibre fondamental, offrant au capital dominant la possibilité d'occuper seul le devant de la scène, lui permettant de soumettre les peuples et les sociétés à la logique exclusive de ses exigences, de proclamer l'éternité de son «règne» et de la prétendre de surcroît rationnelle et même bienfaisante (la «fin de l'histoire» etc.), c'est à dire de revenir – provisoirement – à l'utopie permanente du capitalisme. Cette conjoncture s'exprime dans des slogans absurdes comme «il n'y a pas d'alternative», ou dans l'imaginaire d'un «mouvement social» qui aurait la capacité de transformer le monde sans avoir à définir son projet sociétair.

Les «mouvements sociaux» - au pluriel – existent et renforcent leur présence et leur action partout dans le monde actuel. En donner des preuves n'est même plus nécessaire : classes et luttes de classes, mouvements de luttes pour la démocratie, les droits des femmes, ceux des nations, ceux des paysans, le respect des exigences écologiques etc. en sont les expressions. La transformation du monde par la cristallisation de l'alternative passe par l'insertion active dans ces mouvements. Mais elle exige aussi que ceux-ci sachent progressivement s'élever de la défensive à l'offensive, de la fragmentation à la convergence dans la diversité, deviennent les acteurs décisifs dans des projets sociétaux inventifs et efficaces pour la construction de stratégies politiques citoyennes.

Reconnaître les insuffisances des mouvements dans l'état actuel de leur développement, ce n'est ni en dénigrer l'exigence incontournable, ni leur opposer un regard nostalgique sur un passé révolu, mais choisir d'agir pour en renforcer le potentiel émancipateur et créateur.

Les peuples ont un adversaire, qui s'appelle le capital oligopolistique mondialisé et impérialiste dominant, l'ensemble des pouvoirs politiques qui dans le moment actuel sont à son service, c'est à dire les gouvernements de la triade (tant que les droites et les gauches électorales partagent l'alignement sur le «libéralisme»), singulièrement celui des Etats Unis (dont les establishments républicain et démocrate partagent dans l'ensemble la même vision de leur rôle hégémonique) et ceux des classes dirigeantes compradorisées et vassalisées à

travers le Sud. Cet adversaire se déploie dans une stratégie économique, politique, idéologique, militaire commune et dispose à cet effet d'un ensemble d'institutions à son service – OECD, Banque Mondiale, FMI, OMC, OTAN etc. Il a ses centres de « réflexion » et ses lieux de rencontre (Davos en particulier, les « Clubs » libéraux à la Hayek, les universités singulièrement leurs départements d'économie conventionnelle etc.). Il lance les « modes » et prônent les termes de référence (« catch words ») des discours qu'il impose : « démocratie » ou « droits de l'homme » (entendus dans des sens manipulables), « lutte contre la pauvreté », « effacement des nations » et promotion parallèle des « communautés », guerre au « terrorisme » etc. Force est de constater que la grande majorité des « mouvements » et des militants actifs qui les animent sont, jusqu'à présent, toujours à la traîne, répondant avec retard – bien ou moins bien – à ces morceaux de stratégies et de discours. Il nous faut nous libérer de ces positionnements réflexes et défensifs, parvenir à notre tour à leur substituer nos discours, nos stratégies, nos objectifs, notre langue. On en est loin encore.

On n'avancera dans cette direction que si l'on devient capable d'analyser systématiquement les stratégies de l'adversaire tant dans leurs dimensions globales que dans leurs expressions locales et segmentaires. Etant entendu que ces stratégies sont loin de constituer un bloc monolithique sans faille. Elles sont traversées de contradictions qui leur sont propres et qu'il nous faut mieux analyser, mieux connaître, mieux identifier et singulariser. Il nous faut proposer des contre stratégies qui sachent tirer profit de ces contradictions.

Face à ces tâches urgentes et prioritaires le – ou les – « mouvement » paraît, en l'état actuel des choses, encore trop faible. Faute d'être parvenu à donner sa pleine importance à cette réflexion et à en tirer les conclusions qui s'imposent pour l'efficacité de l'action, il demeure fragmenté, défensif et « soft » dans ses discours et propositions (ce dont l'adversaire sait – lui – tirer profit). Il nous faut donc nous élever à des niveaux qui rendent possible la cristallisation de contre stratégies des forces populaires, tant dans leur vision de la globalité de leurs interdépendances mondiales que dans leurs expressions segmentaires et locales. C'est alors seulement que les principes généraux qui définissent l'alternative nécessaire pourraient prendre consistance, devenir chair et os dans des programmes et des actions riches à la fois de leur diversité et de la convergence de leurs impacts sur les sociétés réelles. C'est alors seulement que le « mouvement » deviendra la force transformatrice de l'histoire.

L'adversaire s'emploie à rendre notre progression difficile, non pas seulement par des interventions « musclées » si nécessaires (violences policières, reculs de la démocratie, soutiens à des courants « fascistes » renouvelés, guerres), mais tout autant par ses propositions flatteuses pour le « mouvement » tel qu'il souhaiterait qu'il demeure : « apolitique », « soft », à la traîne. L'idéologie « mouvementiste » y contribue, puisque celle-ci rejette précisément et par principe ce que nous proposons : la convergence dans la diversité par la reconstruction d'une politique citoyenne. Dans ces conditions « les » mouvements et les formes d'organisation qui les sous-tendent (singulièrement les « ONG » mises à la mode comme expressions exclusives de la « société civile ») doivent être l'objet de regards lucides et critiques. S'inscrivent-elles dans la perspective de la construction d'alternatives ? Ou bien sont-elles des moyens de gestion du système tel qu'il se déploie dans ses ambitions principales, autrement dit des instruments « anti-alternatifs » ?

Seule la reconstruction d'une politique citoyenne peut permettre au « mouvement » d'acquérir l'ampleur et l'efficacité qui remettent en question le déséquilibre en place en faveur du capital. Seul cette reconstruction peut permettre l'émergence de nouveaux équilibres sociaux et politiques contraignant le capital à – lui – « s'ajuster » à des exigences qui ne ressortissent

pas de sa logique exclusive. Alors et alors seulement à la tendance dominante à l'œuvre aujourd'hui – imposant aux peuples de s'ajuster aux exigences du capital – pourra être substituée la tendance inverse – imposer au capital de s'ajuster aux exigences des peuples.

Notre appel s'adresse à tous – nous mêmes inclus – à tous ceux qui se retrouvent dans leurs actions ici et là et dans leurs rencontres au sein et autour du Forum Social Mondial (Porto Alegre) et des Forum nationaux et régionaux. Le Forum Mondial des Alternatives s'emploiera, dans ce cadre, à remplir les fonctions d'un catalyseur – parmi et avec d'autres – de la réflexion capable de contribuer à l'élaboration de contre stratégies populaires, efficaces et crédibles.

Les propositions que nous développerons dans la section qui suit ne sont que des propositions – que d'aucuns jugeront erronées, d'autres extrêmes ou provocatrices. Mais, à mon avis, elles méritent discussion.

3. L'impérialisme collectif de la triade, l'offensive hégémoniste des Etats Unis et la militarisation de la mondialisation

- Première thèse

Le système mondial n'est pas « post impérialiste », il est impérialiste. En cela il partage avec les systèmes impérialistes des étapes antérieures de l'expansion capitaliste mondiale quelques unes de ses caractéristiques fondamentales et permanentes : il n'offre aux peuples des périphéries (le Sud dans le langage à la mode) - trois quarts de l'humanité - aucune chance de « rattraper » et de bénéficier, pour le meilleur et le pire, des « avantages » des niveaux de consommation matérielle réservées aux majorités parmi les peuples des centres ; il ne produit et ne reproduit que l'approfondissement du « gap », de l'écart « Nord/Sud ».

L'impérialisme est néanmoins entré dans une phase de son expansion nouvelle par beaucoup de ses aspects. Nouveauté elle-même bien entendu en rapport étroit avec les transformations du capitalisme et du capital : révolution technologique, transformation des procès de travail, mondialisation segmentaire de leur organisation, financiarisation mondialisée dominante etc. Ces rapports font l'objet de recherches sérieuses et de débats animés. Encore que la tonalité dominante dans ceux-ci soit commandée par l'obsession économiste de beaucoup et la gentillesse politique « soft » d'autres. Au point que le système soit souvent présenté comme offrant des « chances » à tous ceux qui sauraient en saisir l'opportunité. Versions « gentilles », témoignages à la fois de la faiblesse du « mouvement » et de l'efficacité du discours dominant qui le pénètre.

J'insiste pour ma part sur une autre dimension de l'impérialisme nouveau. L'impérialisme, qui s'était toujours conjugué au pluriel dans le passé au point que le conflit permanent et violent, économique et politique, des centres impérialistes concurrents avait souvent occupé le devant de la scène de l'histoire, se conjugue désormais au singulier ; il est devenu l'impérialisme collectif de la « triade » (Etats Unis, Europe, Japon).

Les faits illustrent visiblement la réalité de ce caractère collectif du stade nouveau de l'impérialisme. Dans toutes les institutions de gestion de l'économie mondiale, l'Europe et le Japon ne sont jamais singularisés par des positions quelconques autres que celles prises par les Etats Unis, qu'il s'agisse de la Banque Mondiale, du FMI ou de l'OMC (on se souviendra

des exigences imposées à l'OMC à Doha en 2001 par le commissaire européen Pascal Lamy à l'égard des pays du tiers monde, plus dures que celles formulées par Washington !)

Quelles sont les raisons de cette vision commune de la triade ? Dans quelle mesure la solidarité dont ils font preuve jusqu'à ce jour permet de définir une nouvelle étape stable de la mondialisation impérialiste ? Et où se situent alors les contradictions éventuelles au sein de la triade ?

Il était coutumier d'expliquer cette solidarité par des raisons politiques : la crainte commune de l'Union Soviétique et du « communisme ». Mais la disparition de la menace n'a pas mis un terme au front commun du « Nord », alors que l'Europe et le Japon ne sont plus dans la situation de dépendance économique et financière à l'égard des Etats Unis, comme ils l'étaient au lendemain de la seconde guerre mondiale. Devenus des concurrents sérieux, on aurait pu s'attendre à voir leurs conflits faire éclater la triade. En s'alignant tous sur le même projet néo-libéral mondialisé, ils ont au contraire pris le chemin inverse. Je suis donc fortement tenté d'expliquer ce choix par les exigences nouvelles des formes de l'accumulation du capital des oligopoles dominants. Ceux-ci ont désormais atteint un degré de gigantisme sans commune mesure avec celui qui caractérisait leurs précurseurs. Ce gigantisme exige à son tour que tous ces oligopoles (les grandes transnationales qui ont toutes leur point d'ancrage majeur dans les Etats de la triade) bénéficient de l'accès à un marché mondial ouvert. Pour les uns, ce fait nouveau annonce la formation - en cours - d'un authentique capital et d'une bourgeoisie transnationaux. Question qui mérite certainement une recherche plus avancée. Pour d'autres (dont moi-même), encore qu'il n'en soit pas ainsi, les intérêts communs dans la gestion du marché mondial sont à l'origine de la solidarité du capital transnationalisé en question.

Les contradictions qui pourraient donc sinon faire éclater la triade du moins en affaiblir la puissance collective ne se situent donc pas sur le terrain des intérêts des segments dominants du capital. Leur origine est à rechercher ailleurs. Car si capital et Etats sont des concepts et des réalités inséparables, la triade – et même son segment européen - demeure constituée d'Etats politiques singuliers. Or l'Etat ne peut être réduit à ses fonctions de serviteur du capital dominant. Articulé par la force des choses à toutes les contradictions qui caractérisent la société – conflits de classes, expressions diverses de la culture politique des peuples en question, diversité des intérêts nationaux « collectifs » et expressions géo-politiques de leur défense – l'Etat est un acteur distinct du capital. Et dans cette dynamique complexe, qui l'emportera ? Les intérêts immédiats et exclusifs du capital dominant ? Ou d'autres combinaisons conciliant les exigences de la reproduction du capital et celles qui s'expriment sur d'autres terrains ?

Dans la première des hypothèses, à défaut d'une institution politique intégrée commune aux Etats de la triade, les Etats Unis, leur chef de file, seraient appelés à remplir les fonctions de cet Etat « mondial » indispensable à la « bonne gestion » du capitalisme mondialisé. Et les partenaires de la triade en accepteraient les conséquences. Mais alors, dans ce cas, j'avance que « le projet européen » serait vidé de tout contenu, réduit à n'être que – au mieux – le volet européen de l'impérialisme collectif ou – au pire – le volet européen du projet hégémoniste étatsunien. Pour le moment les quelques craquements qui se font entendre se situent au plan exclusif de la gestion politique et militaire de la mondialisation, pas à celui de sa gestion économique et sociale. Autrement dit certains des pouvoirs européens souhaiteraient que la gestion politique du système mondial soit davantage « collective », tandis que d'autres acceptent l'alignement inconditionnel sur sa gestion par les Etats Unis.

Par contre dans la seconde des hypothèses, c'est à dire si les peuples européens parviennent à imposer au capital dominant les termes d'un nouveau compromis historique définissant le contenu des Etats européens et de l'Union européenne, l'Europe pourrait aspirer à devenir un acteur autonome. Autrement dit l'option (et les luttes) pour une « Europe sociale » (c'est à dire dont les pouvoirs ne se réduiraient pas au service immédiat des intérêts exclusifs du capital dominant), est inséparable de celle d'une Europe « non américaine ». Et celle-ci ne peut l'être que si elle prend quelques distances à l'égard de la gestion de l'impérialisme collectif par laquelle se définissent les intérêts du capital dominant. En une phrase : l'Europe sera de « gauche » (étant entendue que cette définition concerne à la fois la prise en compte des intérêts sociaux des peuples européens et des innovations dans des rapports Nord/Sud amorçant une évolution post impérialiste réelle) ou ne sera pas.

- Seconde thèse

La stratégie hégémoniste des Etats Unis s'articule sur le caractère collectif de l'impérialisme nouveau et met à profit les insuffisances et les faiblesses des mouvements sociaux et politiques « anti-néo-libéraux ».

Cette stratégie, à peine reconnue comme telle d'ailleurs par ses défenseurs « pro-américains », est l'objet, dans le discours dominant, de deux propositions « soft », irréelles mais opérationnelles du point de vue de notre adversaire. La première est que cette hégémonie s'apparenterait davantage à un leadership « gentil », qualifié ainsi de « benign hegemony » par la fraction démocrate de l'establishment américain. Par ce mélange de fausse naïveté et de vraie hypocrisie, ce discours prétend que les Etats Unis n'agissent que dans l'intérêt des peuples associés de la triade, étant motivés par les mêmes pulsions « démocratiques » et même dans l'intérêt de ceux du reste du monde, auxquels la mondialisation offre une chance inespérée de « développement », renforcée de surcroît par les bénéfices de la démocratie que les pouvoirs état uniens promeuvent partout, comme on le sait. La seconde est que cette hégémonie serait le produit naturel de l'avance dont les Etats Unis seraient les bénéficiaires dans tous les domaines, allant de l'efficacité économique à la science et au projet politique et culturel, en passant par la puissance militaire. En fait l'hégémonisme états unien procède d'une logique et met en œuvre des moyens qui n'ont pas grand' chose à voir avec les discours dont il s'enveloppe.

Les objectifs de cet hégémonisme ont été proclamés, avoués dans des innombrables productions des dirigeants du pays (malheureusement peu lus par leurs victimes). Après la chute de l'URSS – seul adversaire militaire potentiel – l'establishment nord américain estime qu'il dispose d'une période d'une vingtaine d'années pour mettre en place son hégémonie mondiale et réduire à néant les possibilités de « concurrents » potentiels, non pas nécessairement eux mêmes candidats à une hégémonie alternative, mais simplement capables d'affirmer leur autonomie dans un système mondial qui serait alors « sans hégémonie » - un système pluricentrique dans mon langage. Ces « concurrents » sont l'Europe bien entendu (on ne parle plus guère du Japon !), mais aussi la Russie et surtout la Chine, adversaire principal désigné que Washington devra un jour envisager de détruire (militairement) si celle-ci persiste dans son « développement » et une certaine volonté d'indépendance. D'autres adversaires sont également signalés, en fait tous les pays du Sud susceptibles de développer une résistance aux exigences du néo-libéralisme mondialisé, Inde ou Brésil, Iran ou Afrique du Sud.

Les objectifs sont donc à la fois de vassaliser les alliés de la triade, les rendre incapables d'initiatives globales efficaces, et de détruire les « grands pays », toujours par nature trop

« grands » (les Etats Unis ayant seuls le droit de l'être). Démanteler la Russie après l'URSS, démanteler la Chine, l'Inde, voire le Brésil ; instrumentaliser à cet effet les faiblesses des systèmes de pouvoir propres à ces pays, manipuler les Etats issus de l'éclatement de l'URSS et flatter les forces centrifuges dans la Fédération russe, soutenir les Musulmans du Xinjiang et les moines tibétains, flatter les nationalités indiennes et alimenter les conflits avec les Musulmans du sous continent, agir en Amazonie (plan Colombie) etc.

Dans cette perspective stratégique les Etats Unis ont choisi de porter leur première frappe dans la région qui s'étend des Balkans à l'Asie centrale en passant par le proche orient et le Golfe. Pourquoi ce choix pour la conduite des premières guerres américaines du XXIe siècle ? Non parce que la région pourrait abriter des ennemis sérieux, mais au contraire parce qu'elle est le ventre mou du système mondial, constitué de sociétés qui, pour différentes raisons, sont dans notre moment de l'histoire incapables de répondre à l'agression avec un minimum d'efficacité. Frapper le plus faible pour amorcer une longue série de guerres, choix stratégique militaire évident et banal. Tout comme Hitler commence par frapper la Tchécoslovaquie, alors que ses ambitions visent, bien au delà, l'Angleterre, la France et la Russie.

La conquête de la région présente d'autres avantages. Région majeure dans la production de pétrole et de gaz, son contrôle exclusif par les Etats Unis placerait l'Europe dans une dépendance sérieuse, réduisant d'autant sa marge de manœuvre éventuelle ultérieure. Par ailleurs l'installation de bases militaires américaines au cœur de l'Eurasie facilitera les guerres à venir, contre la Chine, la Russie ou d'autres. Le soutien inconditionnel à l'expansionnisme israélien trouve sa place logique dans cette perspective, Israël étant de facto une base militaire permanente au service de Washington.

Le choix de la militarisation de la gestion du système mondial n'est pas celui de la seule équipe de Bush junior. Il est celui auquel s'est rallié l'ensemble de la classe dirigeante des Etats Unis depuis l'effondrement de l'URSS ; démocrates et républicains ne diffèrent ici guère que par le style de leur langage. Or, contrairement à ce qu'on veut faire croire aux opinions naïves, cette option a pour fonction de pallier les insuffisances de l'économie américaine dont la capacité compétitive de tous les segments du système productif n'a cessé de se détériorer, comme en témoigne le déficit commercial qui les caractérise. En s'imposant non comme « leader naturel » par son avance économique mais comme dictateur militaire de l'ordre mondial, les Etats Unis créent les conditions obligeant ses « alliés » vassalisés (l'Europe, le Japon) comme les autres à payer leur déficit. Les Etats Unis sont devenus une société parasitaire qui ne peut maintenir son niveau de consommation et de gaspillage qu'en appauvrissant le reste du monde.

- Troisième thèse

Le moment actuel est d'une gravité extrême. En ce sens la comparaison avec les années 1930 est largement justifiée. Comme Hitler, les présidents des Etats Unis ont décidé de substituer la force militaire brutale au droit, effaçant toutes les conquêtes que la victoire de la démocratie sur le fascisme avait permises, condamnant les Nations Unies au sort lamentable qui fut celui de la Société des Nations.

La comparaison peut être hélas poursuivie. Fabrication et choix d'adversaires mineurs pour préparer le terrain à des confrontations majeures. Mensonge systématique. De leur côté les classes dominantes des « alliés » subalternisés se comportent comme hier Chamberlain et

Daladier face à Hitler ; elles cèdent et souvent même contribuent à légitimer les guerres américaines aux yeux de leurs opinions qu'elles trompent.

Le « mouvement » doit comprendre que, face à cette stratégie cohérente et criminelle de l'adversaire, aucune contre stratégie ne peut être efficace si elle ne prend pas le combat contre les guerres américaines comme axe principal de son action. Que valent aujourd'hui les discours sur « la pauvreté » ou les « droits humains » si ce qui est à l'ordre du jour prépare pour les peuples un avenir encore bien pire, imposé par la violence militaire ? Ces guerres – encore toujours « petites » (en dépit des destructions matérielles et humaines gigantesques qu'elles provoquent chez leurs victimes) – ne constituent pas « un problème parmi d'autres », mais le révélateur de la stratégie véritable de l'ennemi.

4. Eléments pour une contre stratégie populaire

Des réflexions qui précèdent – si elles ont un sens – on ne peut tirer qu'une conclusion : l'axe principal de l'action à mener dans le moment actuel ne peut être que l'organisation de la lutte contre les « guerres américaines » et la construction du front le plus large de toutes les forces qui peuvent y faire opposition. Je ferai donc, dans cet esprit trois propositions :

Première proposition : priorité en Europe à la reconstruction d'une politique citoyenne, seule capable de faire converger les revendications de mouvements encore terriblement fragmentés.

La construction de cette force politique et le rassemblement des sujets qui peuvent la composer conditionnent le succès des mouvements de revendications et de protestations sociales, c'est à dire la capacité de rénovation d'une gauche authentique imposant au projet européen l'intégration de ces revendications, donnant donc une « dimension sociale » au projet en question. C'est à cette condition également que la gauche pourra se départir de la droite pro-impérialiste, que celle-ci accepte l'alignement sur les stratégies propres de l'impérialisme états unien ou qu'elle exprime – d'une manière plutôt velléitaire que consistante – le souhait d'une « gestion politique collective » de l'impérialisme lui même collectif. Autrement dit il n'y aura « d'Europe sociale » que si celle-ci s'engage simultanément dans la voie d'une « autre politique » vis à vis du reste du monde, amorçant ainsi une transition post impérialiste authentique.

Les peuples européens doivent et peuvent faire prendre aux Etats Unis la mesure de la fragilité de leurs positions dans le système économique du capitalisme mondialisé. S'ils parviennent à imposer l'usage à des fins de développement social de l'Europe des surplus de capitaux dont ils offrent actuellement l'emploi au soutien du gaspillage américain, ils contraindront par là même les Etats Unis à abandonner leurs ambitions démesurées. Cet objectif stratégique n'exclut évidemment pas le soutien immédiat aux hommes et aux femmes courageux qui, au cœur du système, disent « non à la guerre ». Je demeure néanmoins sceptique quant à l'efficacité de l'opposition interne aux Etats Unis tant que les privilèges dont cette société parasitaire bénéficie resteront garantis. La classe dirigeante américaine est parvenue à façonner dans son pays une opinion publique dominante suffisamment naïve pour que les protestations des minorités conscientes ne parviennent pas à faire échec au déploiement de la stratégie de l'hégémonisme des Etats Unis.

Deuxième proposition : encourager un rapprochement entre les grands partenaires du monde euro-asiatique – Europe, Russie, Chine, Inde à titre principal.

La Russie, grand producteur de pétrole et de gaz, offre à l'Europe le seul moyen d'échapper au diktat américain, dans l'hypothèse d'un succès de Washington dans son projet de contrôle exclusif du Moyen Orient. Et comme par ailleurs l'essentiel des échanges extérieurs de la Russie et des investissements étrangers qu'elle attire rapproche ce pays de l'Europe et non des Etats Unis, il existe déjà un terrain favorable au rapprochement entre l'Europe et la Russie, en dépit des difficultés (produites par la gestion « compradore » de l'économie russe à laquelle des fractions importantes de la classe dirigeante nouvelle de ce pays sont associées) et des manipulations de l'impérialisme américain, apportant son soutien aux forces centrifuges qui opèrent en Russie et dans les autres Etats de l'ex URSS. Ici encore donc, comme en Europe, une évolution favorable aux classes travailleuses implique une autre politique extérieure, prenant ses distances à l'égard de Washington.

Le rapprochement entre la Russie, la Chine et l'Inde trouverait aisément sa raison d'être dans la menace – militaire – à laquelle ces trois grands pays sont exposés par les succès éventuels du déploiement des Etats Unis en Asie centrale. Il reste que la diplomatie américaine s'emploie à rendre ce rapprochement aussi difficile que possible en mobilisant à son profit les contradictions propres aux visions politiques de chacun des trois partenaires et en soutenant les fractions compradores de leurs classes dirigeantes. Mais, au delà des conflits géo-politiques que constituent les questions des frontières entre la Chine et l'Inde, celles concernant le Tibet et le Xinjiang, au delà des manipulations de Washington qui à la fois « soutiennent » l'Inde contre la Chine et simultanément agitent le Pakistan et attisent les conflits entre Musulmans et Hindouistes de l'Inde, la stratégie des forces populaires – définie à ce stade immédiat par les exigences de la constitution de fronts anti-compradores – doit prendre encore une fois, ici comme ailleurs, la mesure des rapports étroits que la gestion compradore (en place en Russie et en Inde, menaçant en Chine) entretient avec les exigences des diktats géo-politiques américains.

Troisième proposition : faire revivre la solidarité afro-asiatique des peuples (l'esprit de Bandoung), faire revivre la « tricontinentale ».

Cette solidarité des peuples du Sud passe aujourd'hui par leur lutte contre les pouvoirs compradores à la fois produits et soutiens de la mondialisation « libérale ». Les thèmes évoqués plus haut à propos de l'alternative – le progrès social, la démocratisation, l'autonomie nationale – trouvent ici toute leur raison d'être.

Sans doute la légitimité de ces pouvoirs compradores est-elle largement remise en cause dans beaucoup de pays du Sud. Néanmoins les réponses données par les peuples aux défis que constitue l'insertion libérale du Sud dans le nouveau système impérialiste ne sont pas toujours de nature à faire progresser l'émergence d'alternatives définies en termes de démocratisation, progrès social et construction d'une interdépendance mondialisée juste et négociée. Pour diverses raisons, tenant entre autre à l'érosion des formules du populisme national caractéristiques de la période précédente issue de l'essor des mouvements de libération nationale comme aux pratiques autocratiques de la gestion politique (en dépit de la rhétorique « démocratique »), encore dominantes dans de nombreux pays, les classes populaires en désarroi se réfugient fréquemment dans les illusions de « fondamentalismes » ethniques ou religieux, à leur tour largement manipulés par les classes dirigeantes compradores locales, soutenues en cela par l'impérialisme, notamment étatsunien. Il s'agit d'authentiques régressions qu'il faut avoir la lucidité et le courage de combattre ; et celles-ci constituent aujourd'hui un obstacle majeur à la reconstruction de la solidarité des peuples afro-asiatiques (en accusant les conflits souvent criminels entre Musulmans et Hindous ici, Hutu et Tutsi là

etc.). L'impasse que constituent ces régressions communautaristes trouve son expression extrême lorsque des personnages aussi douteux que les Taliban, Ben Laden ou Saddam Hussein, qui avaient eux mêmes été les bénéficiaires de soutiens généreux de la CIA, consacrés par la suite « ennemis majeurs » des Etats Unis, peuvent, de ce fait, apparaître comme tels aux yeux de larges opinions populaires.

En contrepoint se dessinent ici et là des recompositions d'alliances nationales populaires et démocratiques, comme celles qui ont abattu certaines dictatures (on pense au Mali à titre d'exemple), mis un terme à l'apartheid en Afrique du Sud et assuré la victoire électorale de Lula au Brésil. Ce sont ces avancées – si modestes aient-elles pu avoir été dans la conjoncture actuelle dominée par l'agression impérialiste – qui sont porteuses, à terme, de la renaissance du front des peuples du Sud.

En conclusion :les combats pour la justice sociale , la démocratie et un ordre international pluricentrique équilibré sont inséparables .L 'establishment états unien l' a compris . C'est pourquoi il tente d'imposer son ordre international hégémonique en substituant au droit le recours à la force militaire , sachant que c'est là – pour lui – le seul moyen d'imposer l'ordre social « néo libéral » injuste, condamnant par là même la démocratie à l'avilissement là ou elle existe , la rendant impossible ailleurs . Il importe que les mouvements de résistance et de luttes des peuples le comprennent également . Qu'ils comprennent que leurs projets d'avancées sociales et démocratiques n'auront d'avenir que si , d'abord, le projet états unien d'hégémonie militarisée est mis en échec.